

NAPLES, 9 JUILLET 1994

Conférence de presse du Président de la République, M. François Mitterrand à l'issue du Sommet des pays les plus industrialisés (G7)

Mesdames et Messieurs,

Vient de s'achever la première partie de ce Sommet des Sept de Naples. J'aurai, sans doute, l'occasion de vous revoir demain après les conversations qui auront eu lieu, ce soir et demain matin, entre les Sept, la Commission européenne et M. Eltsine. Vous avez déjà le texte qui est sorti de nos délibérations, je vais très rapidement vous donner les têtes de chapitre.

Croissance économique - lutte contre le chômage - problème des changes - OMC

Croissance et emploi. Constatation facile à faire, pour la croissance : ça va mieux. Pour l'emploi, il n'en est pas de même. Cette considération pourrait être appliquée à la France. Quelques thèmes ont été choisis : la formation tout au long de la vie, le développement des emplois de proximité, la promotion des nouvelles technologies. Cela fait partie d'un fonds commun dont vous avez entendu parler souvent à Paris. Je l'avais évoqué, moi-même, en parlant d'un nouveau contrat social et, à diverses reprises, le gouvernement est revenu sur ces différents points.

On a parlé de la monnaie. Je n'en parlerai pas davantage, non qu'il y ait des secrets à dissimuler - ce serait une tentative vaine -, mais il s'agissait de conversations autour de la table et il n'y a pas eu de résolution.

Pour le commerce, l'objectif prioritaire reste naturellement la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce pour le 1^{er} janvier 1995. Ainsi, il lui sera confié la mission d'étudier les rapports entre commerce et environnement. De même, et cela a été ajouté, les relations entre commerce et conditions de travail : au fond, ce que l'on appelle la clause sociale qui, en différentes

réticente, elle a rencontré le concours de plusieurs d'entre eux, je ne vais pas faire un tableau d'honneur. Enfin, l'Allemagne a pensé que ce n'était pas urgent de bousculer l'ordre des choses alors que les ratifications ne sont pas encore obtenues. D'autres pays se sont exprimés mais cela n'est pas dans le communiqué : alors je n'ai rien à dire.

Rwanda

Q - La question du Rwanda a-t-elle été abordée ?

R - Je pense qu'elle sera évoquée demain. Elle a fait l'objet de quelques conversations hors séance. M. Juppé me précise que les ministres des Affaires étrangères, ès qualité, en ont parlé. Mais tout cela prépare l'élaboration d'un texte pour demain.